

# **RAPPORT 2013 SUR LA LIBERTÉ DE RELIGION DANS LE MONDE - NIGER**

## **Résumé analytique**

La Constitution et d'autres lois et politiques protègent la liberté de religion. Si le gouvernement a généralement respecté cette liberté, le gouverneur d'un État a empêché un religieux musulman de prêcher parce qu'il appartenait à un groupe religieux qui n'était pas enregistré auprès des autorités.

Il a été signalé des cas de discrimination liés à l'affiliation, aux croyances ou aux pratiques religieuses. En mai, des individus non identifiés ont attaqué des prédicateurs et des membres d'un groupe religieux de la région de Tahoua.

L'ambassadeur des États-Unis et des représentants de l'ambassade ont abordé la question de la liberté de religion avec le gouvernement. Des responsables de l'ambassade des États-Unis ont souligné régulièrement l'importance de la tolérance religieuse lors de déclarations publiques, de programmes avec des professeurs et des conférenciers invités, ainsi que lors de réunions avec des responsables gouvernementaux, des dirigeants religieux et des membres de la société civile.

## **Section I. Démographie religieuse**

D'après les estimations du gouvernement des États-Unis, la population totale du Niger s'élève à 16,9 millions d'habitants (estimation de juillet 2013). Plus de 98 % de la population est musulmane. Environ 95 % des musulmans sont de confession sunnite et 5 % de confession chiite. Il y a également de petites communautés de chrétiens et de bahaïs. Les catholiques et les protestants représentent moins de 2 % de la population. Les quelques milliers de bahaïs résident principalement à Niamey et dans les communautés installées sur la rive ouest du fleuve Niger. Un pourcentage très faible de la population adhérerait principalement à des croyances religieuses autochtones.

## **Section II. Situation du respect de la liberté de religion par le gouvernement**

### **Cadre juridique et politique**

La Constitution et d'autres lois et politiques protègent dans l'ensemble la liberté de religion. La Constitution prévoit la séparation de l'Église et de l'État. Le gouvernement garantit le libre exercice de la religion et la libre expression des

## NIGER

convictions. La loi reconnaît à chacun le droit à la liberté de pensée, d'opinion, d'expression, de conscience, de religion et de croyance. La loi interdit les partis politiques fondés sur l'affiliation religieuse.

Les organisations religieuses doivent s'enregistrer auprès du ministère de l'Intérieur. L'enregistrement s'obtient après présentation des documents juridiques requis et vérification des antécédents des dirigeants de l'organisation. Toutefois, des organisations religieuses non enregistrées fonctionnaient sans autorisation dans des régions reculées. Le ministère de l'Intérieur requiert que les ecclésiastiques appartiennent à une organisation religieuse enregistrée ou qu'ils obtiennent une autorisation spéciale s'ils doivent prendre la parole devant un grand rassemblement national.

Le gouvernement a créé la Commission d'organisation du hadj et de l'oumra pour résoudre les problèmes de mauvaise organisation du hadj par des agences de voyage locales. La Commission a facilité les pèlerinages en Arabie saoudite ce qui aurait rendu le hadj moins pénible pour les pèlerins.

### Pratiques gouvernementales

En avril, le bureau du gouverneur de Tahoua a interdit à un ecclésiastique, qu'il avait identifié comme étant « wahhabite », de prêcher parce qu'il n'appartenait pas à une organisation enregistrée auprès du ministère de l'Intérieur.

Le gouvernement a parrainé l'organisation de plusieurs manifestations destinées à soutenir la tolérance religieuse. À la demande du président, le Conseil islamique du Niger s'est rendu en novembre et décembre dans chacune des huit régions du pays pour évoquer la question de la tolérance religieuse avec les communautés locales.

### Section III. Situation du respect de la liberté de religion par la société

Il a été signalé des cas de discrimination ou d'abus sociétaux liés à l'affiliation, aux croyances ou aux pratiques religieuses.

En mai, il a été rapporté par les médias locaux que dans le village de Kaoura, Badaguishiri, dans la région de Tahoua, des villageois s'en étaient pris à un groupe de prédicateurs et de membres de l'Association islamique Al Islam Kitab Wa Sunna, faisant un mort et 16 blessés. Les dirigeants de l'association ont dénoncé l'incident au ministère de l'Intérieur mais ils n'ont pas déposé officiellement plainte

## NIGER

après que les représentants locaux de l'État aient assuré une médiation entre les parties pour rétablir le calme.

En mai, à Maradi, deux groupes musulmans, les Tijaniya et les Izala, se sont affrontés au sujet d'interprétations divergentes de la doctrine islamique. Cet incident avait fait suite à la publication de plusieurs enregistrements dans lesquels l'un des groupes se moquait de l'autre. Il n'a pas été enregistré de morts au cours de ces affrontements mais les bagarres à coups de poing et les agressions avec des armes de poing ont fait des blessés. La police a dispersé les groupes mais elle n'a procédé à aucune arrestation. Remplissant un rôle de médiation entre groupes rivaux, d'autres dirigeants musulmans et chefs traditionnels ont été en mesure de régler ces différends ; toutefois, selon des observateurs, des tensions ont persisté.

Des organisations non gouvernementales ont parrainé l'organisation de manifestations en faveur de la tolérance, de la non-discrimination et du dialogue. À Diffa, l'Association nigérienne pour l'appel à la solidarité islamique a organisé une conférence au sujet du dialogue intra-confessionnel. Cette manifestation a réuni une centaine de personnes issues de quatre groupes musulmans : les Qadriya, les Izala, les Shia et les Tijaniya.

Le forum interconfessionnel musulman-chrétien a poursuivi ses activités dans toutes les régions du pays. Ce forum encourageait la coopération parmi les leaders de toute une variété de groupes religieux, car ses membres se réunissaient régulièrement pour débattre de la paix au sein des communautés et d'autres questions d'intérêt mutuel. De surcroît, il a permis de régler des différends dus à ce qui était perçu comme étant des préjugés religieux.

Les musulmans et les chrétiens participaient fréquemment aux célébrations les uns des autres lors de leurs fêtes respectives.

### **Section IV. Politique du gouvernement des États-Unis**

L'ambassadeur des États-Unis et les représentants de l'ambassade ont continué de plaider pour la liberté et la tolérance religieuses par le biais de réunions avec les dirigeants islamiques et d'un appui apporté au dialogue inter et intra-confessionnel sur l'ensemble du territoire national. Des représentants de l'ambassade ont également rencontré plusieurs chefs traditionnels et dirigeants religieux pour évoquer la tolérance religieuse.

## NIGER

L'ambassadeur a invité plus de 250 personnes pour l'iftar, parmi lesquels des dirigeants religieux de l'Association nigérienne de l'appel à la solidarité islamique, de l'Association islamique du Niger et du Conseil islamique du Niger, des responsables gouvernementaux ainsi que des membres de la société civile. L'ambassade a organisé trois autres iftars et un *sohour* (repas de fin de nuit durant le Ramadan) qui ont fourni des occasions de parler de la question de la tolérance religieuse. Le programme de sensibilisation au ramadan visait à promouvoir le respect de la liberté de religion et à encourager le dialogue interconfessionnel. Les médias locaux ont largement couvert ces manifestations.

L'ambassade a poursuivi ses initiatives de débats sur la tolérance religieuse par le biais d'un conseil interreligieux composé de dirigeants musulmans et chrétiens de la région de Maradi, qu'elle avait financé en partie dans le passé. Ce Conseil est parvenu à régler des différends dus à ce qui était perçu comme étant des préjugés religieux, et plusieurs de ses membres avaient antérieurement participé à des programmes d'échanges parrainés par l'ambassade. L'ambassade a continué d'envoyer des dirigeants religieux aux États-Unis pour participer à ces programmes et d'inviter des experts pour aborder les questions de tolérance religieuse.